A l’instar du reste du monde, Madagascar n’est pas épargné par la pandémie covid-19, dont les impacts sont directement ressentis à la fois sur le plan économique et social. On note, en effet, une conjoncture économique difficile subséquente à cette crise sanitaire mondiale, ayant conduit à une augmentation significative de la pauvreté, à une baisse considérable des investissements publics et à la baisse des activités dans les secteurs clés tels que le tourisme, le transport, le textile etc. ayant entraîné des pertes d’emploi et une baisse des revenus des travailleurs des secteurs formel et informel.

Lesdites pertes d’emploi ne font qu’affaiblir davantage la capacité financière des tuteurs dans l’éducation de leurs enfants, laquelle, à son tour, aggrave les crises d’apprentissage au-delà des fermetures prolongées d'écoles. Les compétences minimums requises en lecture et en mathématiques des enfants alertent également sur l'importance et l'urgence des réformes à mener. Des défis d'autant plus exacerbés par la pandémie, et nécessitant un engagement particulier pour un pilotage efficient des politiques sectorielles, mais également pour la capacité résilience du système pour répondre au besoins croissant d'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants.

Face aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire, le Gouvernement Malagasy a défini des stratégies de réponses d’urgence par la mise en place d’un Plan Multisectoriel d’Urgence. Il s’agit d’un plan qui préconise des mesures ponctuelles pour préserver les emplois, réduire les pressions financières immédiates sur les entreprises, attirer et accroitre les investissements privés dans des domaines stratégiques.

En outre, Madagascar subit chaque année de manière récurrente des aléas, venant s'ajouter aux conséquences de la pandémie. Un plan de redressement Post cyclonique a ainsi été conçu et entend donner des réponses à court terme, via l'appui de projets innovants au bénéfice direct des secteurs, notamment sociaux, fortement touchés (plus de 438 000 sinistrés, plus de 424 000 élèves privés de cours, plus de 650 000 personnes privées de soins, plus de 400 000 ha de cultures inondées etc.)

L'amélioration du capital humain constitue l'un des principaux piliers de la stratégie de développement de Madagascar, et figure parmi les engagements de l’Etat dans la mise en œuvre du Plan Emergence Madagascar. En effet, si le processus de changement économique repose depuis toujours sur la production de biens matériels, l’importance accordée à l’économie du savoir qui est devenue un élément clé incontournable de l’économie mondiale.

Dans son rôle fondamental de développer chez les individus les compétences et les talents, à fortiori les revenus et donc la croissance économique, l'éducation tient une place cruciale. Ainsi, Madagascar, via la part importante du budget alloué à l'éducation, s'aligne entièrement à cette vision, et selon le Tableau de Bord Mondial des Politiques de l'Éducation, qui situe sur une échelle de 5 niveaux le financement de l'éducation, Madagascar se classe à 4,3 associé à plus de 5% du PIB consacré à l'éducation.

Le chemin parait encore long mais ensemble et avec le concours de toutes les parties prenantes, nous relèverons ensemble le défi !